ANNEXE 1

aux cahiers des charges référencés DGAL-2025-001 et DGAL-2025-027

**Instruction sur les modalités particulières de renouvellement de certaines attestations de conformité selon l’article R. 231‑45 du code rural et de la pêche maritime**

Table des matières

[I- DISPOSITIONS EN VIGUEUR 2](#_Toc200038641)

[II- MODALITES PARTICULIERES A APPLIQUER PAR LES STATIONS D’ESSAI OFFICIELLES POUR LE RENOUVELLEMENT DE L’ATTESTATION DE CONFORMITE A 12 ANS ET PLUS 2](#_Toc200038642)

[1 ENGINS CONCERNES 2](#_Toc200038643)

[2 MODALITES DE RENOUVELLEMENT A 12 ANS 3](#_Toc200038644)

[3 RENOUVELLEMENT DES ATTESTATIONS DE CONFORMITE D’UN LOT D’ENGINS 3](#_Toc200038645)

[Cas des engins réparés et révisés1 4](#_Toc200038646)

[Cas des engins reconditionnés 5](#_Toc200038647)

[III- MODALITES PARTICULIERES A APPLIQUER PAR LES STATIONS D’ESSAI OFFICIELLES ATP POUR LE RENOUVELLEMENT DE L’ATTESTATION DE CONFORMITE DES CITERNES TOUS LES 6 ANS APRES LA PREMIERE MISE EN SERVICE 6](#_Toc200038648)

[1 ENGINS CONCERNES 6](#_Toc200038649)

[2 MODALITES DE RENOUVELLEMENT A PARTIR DE 6 ANS 6](#_Toc200038650)

[3 MODALITES DE RENOUVELLEMENT DES ENGINS RECALORIFUGES 7](#_Toc200038651)

[IV- MODALITES A APPLIQUER POUR LA DELIVRANCE DES ATTESTATIONS DE CONFORMITE DES ENGINS EN PROVENANCE DE L’ETRANGER 7](#_Toc200038652)

[1 CAS DES ENGINS DISPOSANT D’UNE ATTESTATION ATP DU PAYS D’ORIGINE 7](#_Toc200038653)

[2 CAS DES ENGINS NE DISPOSANT PAS D’ATTESTATION ATP DU PAYS D’ORIGINE 8](#_Toc200038654)

[V- TRAITEMENT DES DEMANDES DE DEROGATIONS RELEVANT DE L’ARTICLE 3 DE L’ARRETE DU 27 NOVEMBRE 2020 8](#_Toc200038655)

PREAMBULE : dans le présent document :

- « le délégataire » correspond au délégataire de service public chargé de la délivrance des attestations de conformité (procédure référencée DGAL-2025-001),

- la (ou les) station(s) d’essai officielle(s) ATP correspond au délégataire de service public chargé de la réalisation des examens de conformité (procédure référencée DGAL-2025-027).

# I- DISPOSITIONS EN VIGUEUR

L’attestation de conformité a pour objet de vérifier, avant leur mise en service puis périodiquement, que les engins de transport de denrées alimentaires sous température dirigée ont été déclarés aptes à cet emploi. Ce contrôle vise à s’assurer que les engins sont capables de produire le froid et de maintenir les températures nécessaires à la bonne conservation des aliments au cours de leur transport, ou simplement la vérification d’isothermie de la caisse.

Cette attestation est délivrée initialement lors de la mise en service de l’engin pour une période de 6 ans. Elle doit être renouvelée une première fois à 6 ans pour une période de 3 ans, puis à 9 ans pour une seconde période de 3 ans, à l’occasion du passage de l’engin au sein d’un centre de tests reconnu. A 12 ans d’âge, l’attestation de conformité ne peut être renouvelée qu’après passage de l’engin en station d’essai officielle. Pour les citernes, le rythme de renouvellement est fixé à 6 ans selon des modalités particulières.

L’ensemble du dispositif repose sur la confiance que le professionnel doit établir en son aptitude à maîtriser la conformité des engins aux prescriptions réglementaires.

Cette confiance s’appuie sur :

* la conformité de résultats des essais de type d’engins réalisés par la station officielle et qui émet dans ce cadre un rapport d’essai valant certificat de conformité de type tel que décrit par l’ATP,
* la conformité des dispositions qualité mises en place par des professionnels,
* les résultats des audits périodiquement réalisés par le délégataire.

La (ou les) station(s) d’essais officielle(s) françaises sont notifiée(s) auprès de la Commission économique des Nations Unies pour l’Europe (CEE-ONU ou UNECE) par le ministère chargé de l’agriculture et dispose(nt) d’une accréditation selon le référentiel NF EN ISO 17025 pour les essais décrits à l’annexe 1 de l’appendice 2 de l’accord ATP.

Le délégataire est désigné par le ministre chargé de l’agriculture dans le cadre d’une délégation de service public (procédure référencée DGAL-2025-001). Les audits sont réalisés sur la base de référentiels et de règlements d’habilitation ou de reconnaissance validés par la Direction générale de l’alimentation (DGAL).

Les demandes d’attestations de conformité émanant des entreprises habilitées ou reconnues font l’objet d’une évaluation technique par le délégataire, qui délivre ces attestations en absence de non-conformité. Les demandes, les évaluations et la délivrance des attestations reposent sur l’exploitation d’un système d’information également nommé « base de données » et selon des procédures approuvées par la DGAL.

Les évaluations susmentionnées sont réalisées au frais du demandeur.

# II- MODALITES PARTICULIERES A APPLIQUER PAR LES STATIONS D’ESSAI OFFICIELLES POUR LE RENOUVELLEMENT DE L’ATTESTATION DE CONFORMITE A 12 ANS ET PLUS

## 1 ENGINS CONCERNES

Engins frigorifiques, réfrigérants, isothermes, petits conteneurs de moins de deux mètres cube, emballages isothermes ou réfrigérants.

## 2 MODALITES DE RENOUVELLEMENT A 12 ANS

Le renouvellement de l’attestation des engins âgés d’au moins 12 ans est réalisé à la demande du propriétaire de l’engin par le délégataire sur la base d’un essai de coefficient K et, le cas échéant, d’efficacité thermique réalisé par une station d’essai officielle.

En cas de conclusions favorables de la station d’essai officielle, une demande d’attestation de conformité est formulée par celle-ci en vue de son instruction par le délégataire.

Cette attestation de conformité valable 6 ans, est établie pour la classe de conformité de l’ATP à laquelle correspondent les résultats de l’essai.

**Tout renouvellement d’attestation pour un engin non répertorié dans la base de données est exclu. Cela ne s’applique pas pour les engins ayant fait l’objet d’un essai en station d’essai officielle ATP.**

Lorsque les résultats des essais ne sont conformes à aucune classe de l’ATP, aucune attestation n’est délivrée et il est demandé formellement au propriétaire de l’engin le retrait du marquage d’identification ATP antérieur.

La période de validité des résultats d’un essai en station d’essai, en vue du renouvellement d’une attestation de conformité, est de six mois.

Pour des engins construits en série selon un type déterminé correspondant à un même rapport d’essai et exploités de manière similaire, on pourra procéder à un renouvellement par lot selon le protocole de contrôle défini au point II-3 ci-après.

## 3 RENOUVELLEMENT DES ATTESTATIONS DE CONFORMITE D’UN LOT D’ENGINS

La demande de renouvellement par lot est adressée pour l’ensemble d’un lot au délégataire (pour étude technique du dossier) et à la station d’essai.

Aucun engin ne pourra être rajouté au lot après le début du contrôle. La liste des engins est constituée avec les numéros de caisses, de groupes et d’immatriculation, le cas échéant pour chaque engin.

Un lot est constitué d’engins de la même série de fabrication définie conformément à l’alinéa 6.6 ii de l’annexe 1 appendice 2 de l’accord ATP.

En outre :

* Les engins sont construits sur une période de 12 mois maximum.
* Les cellules isothermes sont toutes réalisées suivant le même type faisant référence à un seul rapport d’essai.

En ce qui concerne les dispositifs de production de froid, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

* les engins sont tous équipés du même dispositif de production de froid d’origine faisant référence au même rapport d’essai de type ; les dispositifs de production de froid ont été installés pendant une période maximale de 12 mois ;
* les dispositifs de production de froid sont tous remplacés par des matériels neufs et identiques et les caisses sont présentées avec leur nouveau dispositif de production de froid déjà en place ;
* les caisses sont présentées nues, sans dispositif de production de froid neuf, qui sera posé ultérieurement, avec un bouchon ou l’ancien groupe à démonter.

Un lot peut être constitué d’engins révisés et réparés individuellement ou d’engins dits reconditionnés suivant une procédure systématique.

### Cas des engins réparés et révisés1

Le contrôle technique des lots d’engins révisés ou réparés est réalisé comme suit :

* Le demandeur formule une demande de renouvellement par lot[[1]](#footnote-1) auprès du délégataire et de la station d’essai officielle. Cette demande liste chacun des engins constituant le lot. Elle est accompagnée de la carte grise et de l’attestation en cours de validité de chaque engin. Le délégataire vérifie que les engins relèvent du même rapport d’essai et de la même année de production (12 mois consécutifs).
* Des engins sont sélectionnés par tirage au sort selon la norme d’échantillonnage ISO 2859-1, selon le Tableau 2A de niveau III de contrôle général normal, par la station ATP. Le nombre d’engins tirés au sort dépend de la taille du lot et figure dans le tableau ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Effectif du lot isolé à contrôler** | **Nombre d’engins à tirer au sort pour lots réparés** |
| **2 à 8** | **2** |
| **9 à 15** | **3** |
| **16 à 25** | **5** |
| **26 à 50** | **8** |
| **51 à 90** | **13** |
| **91 à 150** | **20** |

* les engins sélectionnés sont soumis en station d’essai officielleà une mesure du coefficient K et, le cas échéant, à une détermination de l’efficacité du dispositif de production de froid.
* Si l’un des résultats d’essai est non conforme, le lot est rejeté. Toutefois les engins du lot ayant subi un essai conforme en station d’essai et eux seuls, peuvent voir leur attestation renouvelée à titre individuel.

* Par défaut, la classe techniquement la plus contraignante à respecter est visée, néanmoins c’est le résultat le plus défavorable en termes d’isothermie qui conditionnera la classe d’isothermie affectée au lot complet.

* Les autres engins du lot non testés par la station d’essai officielle subissent un contrôle visuel et, le cas échéant, un test de descente ou de maintien en température dans un centre de tests. Le centre de tests réalise le test selon les procédures du référentiel centre de tests en vigueur. Ce test ne fait pas l’objet de saisie dans la base de données par le centre de tests et les rapports de chacun de ces tests sont transmis au délégataire.

* Lorsque le délégataire dispose des résultats des tests selon les dates d’échéance des engins, elle vérifie que ceux-ci sont conformes et procède au renouvellement des attestations. La classe et le coefficient sont déterminés sur la base des résultats obtenus les plus défavorables issus des engins testés en station d’essai officielle, les attestations délivrées font mention des nouveaux rapports d’essais délivrés.

* Dans le cas où les résultats du centre de tests sont défavorables pour un ou plusieurs engins, ce ou ces derniers sont exclus du lot et leurs attestations ne sont pas renouvelées dans le cadre de cette procédure sans que cela remette en cause le renouvellement des attestations des engins dont les essais en station d’essai ou les tests en centre de tests ont été favorables.

### Cas des engins reconditionnés[[2]](#footnote-2)

L’entreprise réalisant des reconditionnements devra être habilitée par le délégataire suivant la dernière révision du référentiel technique d’habilitation « Constructeurs, reconditionneurs, recalorifugeurs d’engins de transport de denrées périssables et des mandataires demandeurs d’attestation ».

L’entreprise habilitée formule les demandes d’attestation et constitue les lots d’engins reconditionnés comme suit :

* un lot d’engins à reconditionner est constitué selon les critères définis au chapitre II paragraphe 3.

* une « tête de série » du lot à reconditionner (le premier engin reconditionné en général) fait l’objet d’un essai de type en station d’essai officielle afin de mesurer son coefficient K et, le cas échéant, de vérifier l’efficacité du dispositif de production de froid.

* au cours des opérations de reconditionnement, et par tranche complète ou incomplète de 20 engins reconditionnés, le délégataire, tire au sort 1 engin.

* l’engin tiré au sort passe en station d’essai officielle ATP pour une vérification du coefficient K et, le cas échéant, une détermination de l’efficacité du dispositif de production de froid. La tête de série du lot ne pourra pas être tirée au sort et détermine la première tranche de 20 engins.

* les autres engins subissent un contrôle visuel et, le cas échéant, un test de descente ou de maintien en température en station d’essai officielle ATP, ou dans un centre de tests reconnu qui transmettra les résultats des tests à la station d’essai officielle.

Le délégataire instruit la demande de renouvellement des engins du lot comme suit :

Le délégataire dispose pour délivrer les attestations :

* + du dossier de demande qui comprend en particulier la liste des engins ;
  + des rapports d’essai de la tête de série et des engins testés en station d’essai officielle ATP ;
  + des rapports de tests réalisés par les centres de test habilités ;
  + du rapport d’expertise qui comprend en particulier la liste des engins avec la proposition de classement pour chacun d’entre eux.

Les résultats sont analysés de la manière suivante :

* si l’un des engins testés en station d’essai officielle ATP après tirage au sort ne relève plus d’une classe ATP : toute la tranche de 20 engins ou moins est rejetée.Cependant, les autres engins du lot peuvent être testés individuellement en station d’essai officielle ATP à la demande du propriétaire.

* si l’ensemble des engins testés est conforme à une classe ATP, les données de l’attestation sont définies comme ci-dessous :

* + - le coefficient K retenu est le coefficient le plus élevé entre celui de la tête de série et celui tiré au sort pour chaque tranche. La catégorie d’isothermie est induite par ce coefficient.

* + - en fonction de cette catégorie, la classe de l’engin (A, B, C …) est définie pour chaque engin en fonction des résultats des engins de référence passés en station d’essai officielle ATP.

* + - le délégataire délivre une nouvelle attestation de conformité pour chaque engin du lot, valable 6 années maximum et renouvelable uniquement après un passage en station d’essai officielle ATP.

Les résultats des tests et des essais sont saisis dans la base de données pour chaque engin reconditionné sous forme de demande d’attestation, ou par un demandeur habilité qui en aurait fait la demande auprès du délégataire.

# III- MODALITES PARTICULIERES A APPLIQUER PAR LES STATIONS D’ESSAI OFFICIELLES ATP POUR LE RENOUVELLEMENT DE L’ATTESTATION DE CONFORMITE DES CITERNES TOUS LES 6 ANS APRES LA PREMIERE MISE EN SERVICE

## 1 ENGINS CONCERNES

Citernes isothermes, frigorifiques pour liquides alimentaires.

## 2 MODALITES DE RENOUVELLEMENT A PARTIR DE 6 ANS

La demande de renouvellement des attestations de conformité des citernes alimentaires est réalisée par le demandeur auprès du délégataire et de la station d’essai officielle ATP. A l’issue d’un essai d’isothermie isothermie conforme, la station d’essai établit un rapport d’essai qu’elle transmet au délégataire. Le délégataire délivre la nouvelle attestation pour une durée de 6 ans. Le nouveau coefficient K figure sur l’attestation renouvelée. Lorsque la citerne ne satisfait pas aux conditions techniques de l’ATP, l’engin est déclassé et aucune attestation n’est délivrée (marquage d’identification à retirer). Cet engin peut circuler pour le transport de lait et crème destiné à l’industrie sur une distance inférieure à 200 kilomètres sans rupture de charge.

Les attestations de conformité des citernes peuvent être renouvelées par lot tous les 6 ans conformément à la procédure susmentionnée appliquée aux autres engins à 12 ans à l’exception des tests réalisés par les centres de tests pour les engins non tirés au sort du lot qui sont remplacés par un contrôle visuel réalisé par la station d’essai officielle ATP.

Un synoptique de cette procédure figure en annexe 3.

## 3 MODALITES DE RENOUVELLEMENT DES ENGINS RECALORIFUGES

Les entreprises qui réalisent le recalorifugeage des citernes isothermes en service peuvent être habilitées selon les dispositions du référentiel d’habilitation constructeur engins neufs. A ce titre, elles peuvent réaliser pour le compte de leur client les demandes de renouvellement des attestations de conformité des citernes recalorifugées dans leurs établissements.

# IV- MODALITES A APPLIQUER POUR LA DELIVRANCE DES ATTESTATIONS DE CONFORMITE DES ENGINS EN PROVENANCE DE L’ETRANGER

Deux cas peuvent se présenter :

* L’engin dispose d’une attestation ATP délivrée par le pays d’origine (pays contractant à l’accord ATP). Cette attestation dispose d’une validité limitée définie par l’accord ATP à compter de la fin du mois d’importation en France.
* L’engin ne dispose pas d’attestation ATP du pays d’origine (pays contractant ou non à l’accord ATP).

## 1 CAS DES ENGINS DISPOSANT D’UNE ATTESTATION ATP DU PAYS D’ORIGINE

Le demandeur mandaté, constructeur ou centre de tests, transmet au délégataire le dossier de demande d’attestation dont le modèle est disponible sur le site internet de ce dernier.

Cette demande contient notamment :

* dans tous les cas le(s) rapport(s) d'essai(s) de l'engin lui-même ou, s'il s'agit d'un engin fabriqué en série, de l'engin de référence (cellule et le cas échéant source de froid);
* dans tous les cas l'attestation ATP délivrée par le pays de fabrication ou, s'il s'agit d'engins en service, du pays d'immatriculation. Cette attestation sera traitée comme une attestation provisoire, si nécessaire, valable pour la durée définie par l’accord ATP ;
* s'il s'agit d'un engin fabriqué en série, la fiche des spécifications techniques de l'engin pour lequel il y a lieu d'établir l'attestation, délivrée par le constructeur de l’engin ou son représentant dûment habilité (ces spécifications devront porter sur les mêmes éléments que les pages descriptives relatives à l'engin qui figurent dans le rapport d'essai et devront être rédigées dans au moins une des trois langues officielles de l’accord ATP).

Le délégataire vérifie la validité des documents fournis et délivre l’attestation après avoir saisi les données de l’engin dans la base de données.

**Cas particuliers** : pour les entreprises ayant un volume de demandes le justifiant, le délégataire peut donner un accès à la base de données pour permettre au demandeur de saisir directement les données relatives à l’engin.

L'engin importé peut faire l'objet d'un contrôle visuel pour vérifier sa conformité avant la délivrance d’une attestation de conformité dans le pays au sein duquel il doit être immatriculé ou enregistré. En outre, des essais en station d’essai officielle ATP ou des tests en centre de tests peuvent être exigés sur demande du ministère chargé de l’agriculture, compte tenu des observations dont il a pu avoir connaissance. Ces prestations d’évaluation sont à la charge du demandeur d’attestation.

Le délégataire vérifie systématiquement, lors de la saisie des données relatives aux engins, la cohérence des différents documents et leur concordance avec les caractéristiques physiques et les performances de l’engin (attestations ATP et rapports d’essai) et par échantillonnage et autant que de besoin, notamment lors de suspicion légitime.

Les principes de l’échantillonnage sont les mêmes que ceux définis dans la procédure générale d’audit (application de la norme NF EN ISO 2859-1 : le lot d’engins correspond au nombre d’engins présentés sur une période, le comptage du nombre d’engins non conformes à une application d’un niveau de qualité acceptable de 2,5%).

## 2 CAS DES ENGINS NE DISPOSANT PAS D’ATTESTATION ATP DU PAYS D’ORIGINE

* soit l’engin concerné correspond à un engin de référence disposant d’un rapport d’essai reconnu. Dans ce cas la demande est traitée comme une demande de reconnaissance d’une attestation du pays d’origine en vérifiant l’équivalence de l’engin concerné avec l’engin de référence décrit par le rapport d’essai,

* soit l’engin concerné ne correspond pas à un engin de référence disposant d’un rapport d’essai reconnu. Dans ce cas, la délivrance d’une attestation de conformité est subordonnée aux résultats d’un essai à la station d’essai officielle ATP conformément aux prescriptions de l’ATP.

# V- TRAITEMENT DES DEMANDES DE DEROGATIONS RELEVANT DE L’ARTICLE 3 DE L’ARRETE DU 27 NOVEMBRE 2020

Certains constructeurs sont amenés à solliciter une dérogation en application de l’article 3 de l’arrêté du 27 novembre 2020 lorsqu’ils produisent un engin ne pouvant être reconnu strictement conforme à un engin de référence au sens du point 6 de l’annexe 1, appendice 1 de l’ATP.

Lorsque cette éventualité répond à une nécessité technologique et sous réserve que les différences n’entraînent pas une augmentation du coefficient K, le délégataire peut délivrer une attestation, après consultation et validation du ministère chargé de l’agriculture.

#### Annexe.1 Définitions

On utilisera les définitions ci-après en complément des termes de l’ATP :

**Engin de référence** : engin considéré comme représentatif d’un lot.

**Lot** : un lot est constitué d’engins de la même série de fabrication, appartenant à un même propriétaire, définie conformément à l’alinéa 6.6 ii de l’annexe 1 appendice 2 de l’accord ATP.

**Série** : groupe d'engins provenant d’un même constructeur pour un même utilisateur, de la même année de fabrication, et dont le mode de construction est similaire, notamment en ce qui concerne le matériau isolant et la technique d'isolation, ainsi qu’au moins une même épaisseur d'isolant, les mêmes équipements ou simplifiés, un nombre égal ou inférieur d’ouvertures (portes, trappes et/ou autres).

**Propriétaire / Détenteur :** dans le cas d’une location financière, avec option d’achat ou non, l’entreprise locataire de l’organisme financier est considérée comme propriétaire de l’engin au sens du présent protocole.

**Reconditionnement** : le reconditionnement est une opération systématique consistant à effectuer les mêmes opérations (changement d’un certain nombre d’éléments d’un engin) sur tous les engins d’un lot. Il repose sur des procédures écrites et un contrôle qualité. Le reconditionnement inclut également une révision et, le cas échéant, une réparation adaptée à chaque engin.

**Réparation** : opération de correction de défauts constatés sur un engin. La réparation est individuelle et adaptée à chaque engin.

**Révision** : opération de contrôle, d’entretien et de réglage d’un engin. La révision est individuelle et adaptée à chaque engin.

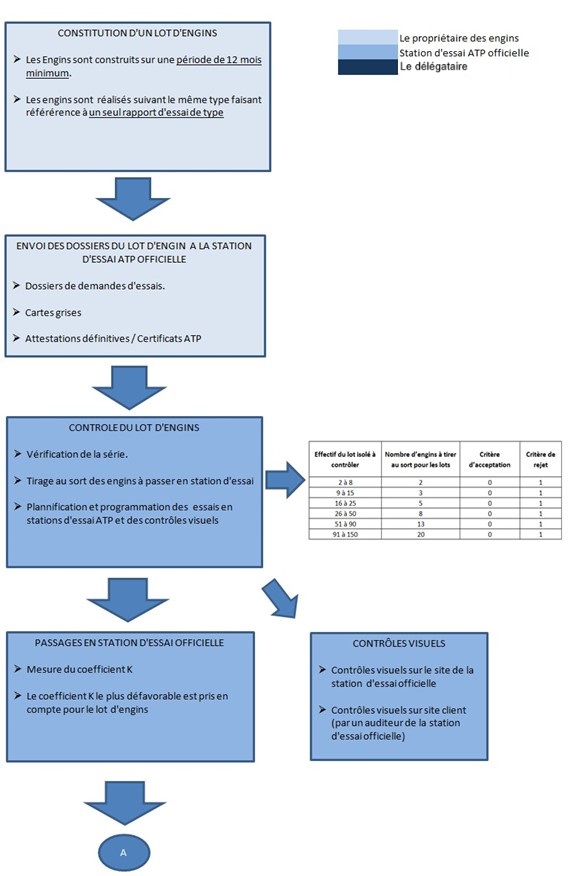
#### Annexe.2 Références l’échantillonnage

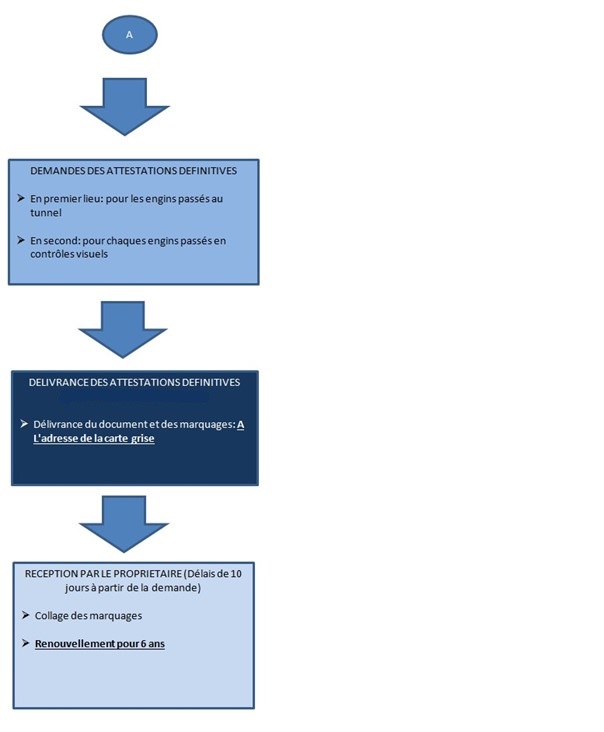
Les textes de référence sont les normes AFNOR portant sur le contrôle statistique des lots :

* NF EN ISO 2859 -1 (Avril 00): Règles d’échantillonnage pour les contrôles par attributs - Partie 1 : procédure d’échantillonnage pour les contrôles lot par lot, indexés d’après le niveau de qualité acceptable ;

* NF X 06-026 (Juin 87) : Contrôle par comptage de la proportion d’individus ou du nombre moyen ou non-conformité par unités : Méthodes générales pour la construction d’un plan d’échantillonnage.

#### Annexe.3 Renouvellement d’engins par échantillonnage





1. voir définition en Annexe.1 [↑](#footnote-ref-1)
2. voir définition en Annexe.1 [↑](#footnote-ref-2)